



## ÉDITO

Mai 2016



Qui Gouverne la France ?

La loi El Khomri sur le travail, après un sérieux lifting qui la vide quasi totalement de sa substance, est revenue à l'Assemblée Nationale. Las ! La gauche frondeuse et la gauche extrême ont recours immédiatement à des procédures d'obstructions déposant près de 5000 amendements. Comment aux yeux des français peut-on justifier le sérieux du travail des parlementaires lorsque l'on constate qu'une partie non négligeable d'entre eux est plus apte à détruire qu'à construire. Comment ne pas faire ressortir le caractère conservateur de ces élus qui attisent la crainte de la jeunesse et de tous les français devant la proposition de réformes indispensables au déblocage de notre économie, indispensables à l'évolution de l'emploi pérenne. Le texte qui sera soit voté in fine, soit appliqué par l'utilisation du 49-3, par sa dimension squelettique par rapport aux propositions d'origine ne sera encore qu'un placebo au regard des besoins réels.

Cette contestation trouve son relais dans le mouvement Nuit Debout qui, depuis le 31 mars occupe la place de la République, l'accaparant comme son bien propre et entraînant dans son sillage la vague des casseurs, zadistes et autres anarchistes. Casser du « flic » aujourd'hui semble aussi normal que de les embrasser, il y a un an après les attentats de Charlie Hebdo. Saccager les biens des citoyens cela

aussi semble normal puisque les casseurs ne sont pas les payeurs. Sans parler d'une campagne d'affichage ignoble envers les forces de l'ordre, même si elle est faite sous forme d'allégorie.

Et tout cela alors que nous sommes en état de siège ? Qu'en serait-il sinon ?

Que les jeunes soient inquiets de leur devenir, qu'ils cherchent à l'exprimer c'est logique à l'âge où l'on refait le monde, mais attention à ne pas jouer à l'Apprenti Sorcier et les conduire vers une situation non maîtrisable.

Le chômage baisse, normal nous sommes à 12 mois des élections présidentielles. Les stades compensent l'absence d'emplois réels, momentanément du moins. L'escarcelle s'entrouvre pour les cadeaux catégoriels.

On racle le fond de la « boîte à outils présidentielle » vantée par Mr Hollande sur France 2 en 2013, mais l'on sent bien que ce gouvernement est en crise d'autorité et que bien des leviers lui échappent, mais qu'importe, le point de mire est la réélection !

Qui Gouverne la France ?

## ACTUALITÉ

## Sur le terrain à l'île d'Yeu



© DR

L'île d'Yeu concentre toutes les problématiques que je rencontre lors de mes visites sur le terrain auprès des acteurs de la société civile, maires, chefs d'entreprises ou responsables d'associations.

S'y ajoutent, et ce n'est pas des moindres, les problématiques spécifiques aux îliens. Identifier ces problématiques et les intégrer dans le débat parlementaire est l'objectif de mon déplacement.

Le programme démarre par la visite de la criée, et la rencontre avec les différentes entreprises de mareyage, conduite par Mr le Maire Bruno Noury et Mme Sylvie Groc sa première adjointe.

Puis Mr Gaillard, directeur du centre des marées, nous en explique le fonctionnement, ses contraintes et ses atouts. Je note que l'une des particularités du site est la gestion commune du port de commerce, de plaisance, de passagers et de pêche, ce qui représente un atout.

Avec ses 900 tonnes débarquées et ses 35 navires, l'activité de l'île d'Yeu attend pour se développer les mesures qui devraient découler de la loi sur l'économie bleue et plus particulièrement les mesures en faveur du développement de la pêche artisanale.

Nous nous rendons ensuite à l'école des pêches, dirigée par Mr Jacky Couthouis, qui nous explique comment les nouvelles technologies obligent ce centre à s'adapter pour assurer la formation initiale et continue des mousses, marins et patrons pêcheurs.

La direction de l'hôpital nous reçoit pour nous présenter la télémédecine, nous assistons en direct à une

expérience de télé consultation avec le médecin de Machecoul, le docteur Mignen.  
La télé consultation est vécue ici comme une véritable plus-value, elle est adaptée selon ce médecin, pour les spécialités, telles que la gériatrie, la dermatologie ou la diététique. Les clefs du succès d'un tel dispositif : accompagnement du patient par un professionnel de santé, régularité et adaptation des locaux.  
Utile, voire indispensable en milieu rural, la téléconsultation est un complément mais ne peut, à mon sens, constituer une réponse unique à la désertification médicale.

### **Commune nouvelle Aubigny-Les Clouzeaux**

---



© DR

Le Sénat représente les territoires, alors oui il faut être sur le terrain pour appréhender les problématiques et surtout proposer des solutions.

Mutualisation, économies, des préoccupations réelles pour ces élus qui ont choisi de lier leur destin. La construction d'une mairie en est l'illustration, sans ce rapprochement de communes, on peut parier que deux hôtels de ville auraient vu le jour ! Et c'est bien une mairie et seulement une qui va être construite et qui sera en capacité d'accueillir cette nouvelle organisation.

Les maires d'Aubigny et des Clouzeaux, Jany Guéret, et Jacques Peroy ont pu m'exposer les projets des deux communes qui forment désormais une seule et même commune, une commune nouvelle, avec 46 élus et 70 agents.

Une véritable envie de travailler ensemble pour l'intérêt général, et une vraie complicité entre ces deux maires.

Jany Guéret est devenu le maire de la nouvelle commune et Jacques Peroy maire délégué.

Le directeur des services, Guillaume Blanchet, confirme : le rapprochement se passe bien et les personnels sont intégrés.

6km séparent ces communes, mais ils sont sur la même longueur d'ondes.

Visite des équipements et échanges sur les projets et problématiques locales.

### **A la rencontre des pêcheurs de St-Gilles**

---



© DR

Maire de Brétilles-sur-Mer, Président de la Communauté de Communes du Pays de Saint-Gilles, et Stéphane Raffeneau, DGS de la Mairie pour évoquer le projet de port de Brétilles-sur-Mer sur le site de la Normandie.

C'est le type même de projet d'aménagement du littoral qui doit prendre en compte, à la fois le développement économique légitime de toute collectivité, et la nécessité de protection de notre environnement, l'un et l'autre sont compatibles dans la mesure où tous les acteurs sont disposés à rechercher le consensus.

La production télévisée Public Sénat a souhaité réaliser un tournage en situation dans un port de pêche, au moment de la discussion au Sénat de la Loi sur l'Economie Bleue. Il m'a paru utile de candidater la visite du port de Saint Gilles Croix de Vie, bon exemple de l'activité et des difficultés de la pêche artisanale.

Après la visite de la criée, nous effectuons une sortie pêche sur le Manureva avec le patron Manu, puis des échanges avec Frédéric Charrier, secrétaire général des syndicats autonome et Jean- François Biron, directeur de la SEM et maire de la Chaize-Giraud.

Bien entendu la PPL sur l'économie bleue s'invite au menu de nos discussions et il s'ensuit des échanges fructueux qui viendront enrichir ma réflexion : renouvellement de la flotte, la formation des jeunes, le devenir de la criée de Saint-Gilles et ses enjeux...

L'après-midi sera consacrée à des entretiens avec Christophe Chabot,

---

## **AU SÉNAT**

---

### **Le CMJ de Saint-Hilaire-De-Riez**

---



© DR

La Vendée était très présente au Sénat puisque nous avons rencontré des élus des communes d'Angles et La Jonchère, conduits par Didier Mandelli.

Ce sont de **jeunes citoyens engagés** et heureux de découvrir le Sénat que j'ai accueillis le jeudi 7 avril. **TV VENDÉE**, présente pour l'occasion a dès le lendemain diffusé un reportage qui a bien valorisé cet engagement.

Ceints de leurs écharpes tricolores, ils ont pu assister à une séance publique qui se tenait dans l'hémicycle. A cette occasion, salués par mon Collègue Jean-François Longeot, Sénateur du Doubs, ils ont été **applaudis par tous les sénateurs** ! Moment de gloire mérité !

Autour du pot de l'amitié, après avoir répondu à leurs nombreuses questions, j'ai tenu à saluer, Laurent Boudelier, Conseiller départemental et Maire de Saint-Hilaire-de-Riez qui fut colistier des sénatoriales ainsi que les élus référentes : Sandrine Avrilla, Adjointe en charge de la vie scolaire et Emmanuelle Praud, Conseillère municipale déléguée au CMJ.

**LIRE LA SUITE**

---

### **La vendéenne Guylaine Brohan au Sénat**

---



Prolongeant la journée internationale du 8 mars, la Délégation aux droits des femmes a mis en valeur l'engagement des femmes dans les associations à l'occasion d'une matinée de témoignages, le jeudi 31 mars.



© Direction de la communication-Sénat

« Pourquoi les femmes s'engagent et la place des femmes dans les associations : comment valoriser leur engagement ? » étaient les deux séquences de cette matinée au cours de laquelle est intervenue Guylaine Brohan, **Présidente de la Fédération départementale des Familles rurales de Vendée**. Elle a témoigné de son **engagement associatif local** qui l'a conduite à prendre des **responsabilités départementales** qui met la **famille au cœur des préoccupations** pour « Vivre mieux » et aussi au sein du Conseil municipal de **Saint-Georges-de-**

**Montaigu** où elle est **Adjointe au Maire**.

Comme elle était déjà sur place la veille, je lui ai proposé de participer à un dîner convivial avec des sénateurs. Elle a ainsi pris des contacts utiles dans la perspective de ses nouvelles fonctions au sein du Bureau de la Fédération nationale.

---

*LIRE LA SUITE*

---

## Déchets du bâtiment

---



© libre de droit

Membre du groupe d'études sur la **gestion des déchets** présidé par Didier Mandelli, j'ai participé le 30 mars, à l'**audition** de la **Confédération française du commerce de gros et international** qui voulait exprimer l'inquiétude des professionnels sur le décret d'application de l'article 93 de la loi du 17 août 2015 de **transition énergétique** pour une croissance verte qui instaure une obligation pour tous les distributeurs de produits et équipements de construction à destination des professionnels, à organiser la reprise des déchets issus de ces matériaux.

La Loi du 7 août 2015 portant nouvelle **organisation territoriale de la République** confie aux régions le soin d'établir un plan de prévention et de gestion des déchets.

Les objectifs de valorisation et de **lutte contre les décharges sauvages** sont partagés ; les élus vendéens ne me démentiront pas.

Toutefois, les mesures d'application ne tiennent aucunement compte des besoins effectifs de reprise, de l'organisation territoriale existante et des solutions innovantes, notamment de prise en charge directement sur les chantiers des déchets.

La situation vendéenne a été évoquée : même si notre Département dispose d'une bonne répartition géographique des équipements dédiés, il ne fait pas exception !

Une proposition de loi visant à **plus de souplesse** dans l'application est donc en cours d'écriture.

## Femmes meilleures ouvrières de France

---



© Direction de la communication-Sénat

La journée internationale des droits des femmes a été particulièrement intense au Sénat. J'en retiendrai principalement les échanges que nous avons eus avec les meilleures ouvrières de France.

L'excellence des parcours, le savoir-faire, la transmission des savoirs et la valorisation de l'apprentissage ont été les sujets abordés au cours d'une réunion organisée par Christiane Hummel, Sénatrice du Var.

---

*LIRE LA SUITE*

---

## Développer l'apprentissage

---



© DR

La Délégation sénatoriale aux entreprises a confié à Michel Forissier, Sénateur du Rhône, la mission d'élaborer un texte pour **valoriser et relancer l'apprentissage en France**. Il a été présenté par sa Présidente, Elisabeth Lamure le 17 février.

Les nombreuses auditions des **acteurs de la formation** organisées au Sénat ont bien confirmé tous les obstacles existants que les **entrepreneurs, rencontrés sur le terrain** depuis janvier 2015, dénoncent.

C'est au bénéfice des **entreprises créatrices d'emplois** et de nos **jeunes** trop souvent au chômage que nous avons travaillé pour mieux identifier les freins à la formation par apprentissage et proposer des **mesures simples et efficaces en termes d'insertion professionnelle**.

Je retiendrai que **chaque région doit piloter une politique de formation et d'information cohérente au regard des besoins de son territoire**.

Nous voulons également que les **classes de préparation à l'apprentissage** que la loi de 2013 pour la refondation de l'école de la République a malmenées, soient rétablies au niveau de la 4ème et de la 3ème.

En miroir des engagements de la majorité sénatoriale, Bruno Retailleau, Président du Conseil régional des **Pays de La Loire** a lancé dès le mois de mars, un plan pour développer l'**apprentissage** comme **voie de réussite**.

---

*LIRE LA SUITE*

---

---

## EN DIRECT DE L'HÉMICYCLE

---

### Protection de la Nation

---





© Direction de la communication-Sénat

**Gouvernement n'arrive à créer les conditions de l'unité nationale.**

Le sénat a achevé le 17 mars dernier l'examen des articles du projet de loi constitutionnelle de **protection de la Nation**. Les sénateurs ont précisé que le Parlement est seul compétent pour proroger l'**état d'urgence**, et adopté l'amendement n° 14 présenté par Philippe BAS au nom de la commission des lois qui limite la **déchéance de nationalité** aux seuls Français titulaires d'une autre nationalité. Aujourd'hui, le Code civil limite cette sanction aux seules personnes qui, ayant une autre nationalité, ont obtenu la qualité de Français par acquisition.

Les votes des deux assemblées parlementaires ne permettent pas d'obtenir la majorité des 4/5èmes pour la réunion du Parlement en Congrès : presque 4 mois de travail parlementaire sans que le

## Lutte contre le gaspillage alimentaire



© Sénat

**Cet objectif de ne pas faire supporter par les collectivités territoriales et le contribuable le coût de la gestion des déchets résiduels**, je l'ai rappelé par courrier co-signé avec mes Collègues, Yves Détraigne et Hervé Maurey à Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, suite à l'engagement du Gouvernement en conclusion des débats.

La lutte contre le gaspillage alimentaire doit rester vertueuse pour l'environnement.

Référente pour le Groupe UDI-UC, je suis intervenue le 3 février pour saluer un vote dans les mêmes termes que l'Assemblée Nationale : **les dispositions votées sont donc opérationnelles** - loi du 16 février 2016 relative à la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Toutefois, la loi est perfectible et j'ai soumis trois amendements :

.,pour **garantir l'intégrité des denrées alimentaires données** en amont,

.,pour **garantir une reprise**, par le **commerce fournisseur** des denrées alimentaires non distribuées,

.,pour déterminer les **modalités de la valorisation ou de l'élimination des dons restants**.

[LIRE LA SUITE](#)

## Economie bleue : soutien à l'industrie nautique



© libre de droit

*l'industrie nautique repart partout, sauf en France... parce que nous alourdissons les contraintes...* ». Le 6 avril, la commission mixte paritaire a validé.

La majorité sénatoriale soutient l'industrie nautique et, **contre l'avis du Gouvernement**, a reporté de 2017 à 2018 les **modalités de mise en place et de financement de la filière responsabilité élargie du producteur (REP) de déconstruction des navires**, créée par la loi de transition énergétique pour la croissance verte. Il convient de **permettre la réalisation d'une étude d'impact** préalable dans de bonnes conditions. Partageant les préoccupations de l'industrie nautique, fleuron de l'économie vendéenne, j'ai apporté mon soutien à l'amendement de mon Collègue Michel VASPART, « *Il ne s'agit non pas de remettre en cause la REP, mais simplement d'identifier les conséquences précises qu'impliquera sa mise en œuvre pour l'industrie nautique française. Aucun d'entre nous ne souhaite revenir sur la mise en place de la REP. Nous avons auditionné de nombreux acteurs du secteur de la plaisance : il en ressort que le marché de*

[LIRE LA SUITE](#)

## Nouvelles intercommunalités



© Préfecture de la Vendée

attendue : **«le calendrier est trop contraignant»** dites-vous ! De surcroît, on se retrouve parfois éloigné des **bassins de vie des territoires ruraux défendus par le Sénat**. De même, si le **Gouvernement a refusé de donner de la souplesse aux communes, le Sénat continuera à prendre faits et causes pour représenter et défendre les territoires.**

Le 7 avril dernier, à l'initiative du groupe RDSE, le Sénat a examiné une proposition de loi visant à proroger d'un an l'entrée en vigueur des dispositions de la loi NOTRe créant les **nouvelles intercommunalités**.

**Laisser le temps** aux élus, pour la réflexion utile et la mise en œuvre visant à adapter aux réalités des territoires ruraux les enjeux de la nouvelle carte intercommunale, est indispensable. Il s'agit simplement d'un ajustement car **les fusions sont complexes** et le dialogue avec l'Etat au sein des Commissions départementales de coopération intercommunale, s'impose d'autant plus que la **réforme de la fiscalité locale** a été reportée. La visibilité des ressources pour inscrire une gestion saine dans la durée n'existe pas !

Les retours du terrain me confirment bien que la demande sénatoriale qui n'est qu'une confirmation de son vote de 2015 est fondée et

[LIRE LA SUITE](#)

## EN VENDÉE

### Huhtamaki à l'Île-d'Elle



Huhtamaki le nom claqué au vent de l'Île d'Elle où ce groupe Finlandais a une filiale. Décentralisation, déconcentration et consensus social sont typiques du management nordique et s'appliquent dans les entités gérées par le groupe dans 30 pays.



© DR

L'usine de l'île d'Elle emploie 227 salariés, dont une dizaine d'ingénieurs, qui s'emploient à la fabrication d'emballages pour produits consommables. Vous achetez des œufs, vous buvez un café au distributeur de votre lieu de travail, vous consommez dans un fast-food, fort à parier que les emballages proviennent de Vendée, qui produit à 80 % pour la France et 20 % à l'exportation. C'est une entreprise innovante qui utilise un matériel spécifique à haute technologie, explique Martine Brisset, la directrice, et Antoine Le Pesquier, responsable qualité. Innovante et remarquable également dans son souci de protection de l'environnement : utilisation de papier recyclés à 85% de provenance locale (contrat avec Trivalis), recyclage de l'eau sans aucun effluents, 98% de déchets recyclés, électricité à 100% d'origine énergie renouvelable (contrat EDF).

Mais approvisionnement et livraison utilisent les transports et, là, souligne le Maire de la commune, Monsieur Bluteau, nous nous devons d'assurer au travers de la Communauté de Communes des Isles du Marais Poitevin un réseau de qualité, donc des investissements conséquents et nous nous retrouvons confrontés par ailleurs au problème de la A 831 refusée par le gouvernement malgré ses promesses, et l'alternative à ce projet qui tarde trop. Avec nos collègues parlementaires nous affirmons que si nous voulons développer ce secteur du Sud-Vendée, maintenir et créer des emplois permanents, il faut cesser le jeu politique, et avancer concrètement sur ce sujet dans les plus brefs délais.

Nous sommes bien là dans la conformité des préoccupations des sénateurs de la Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et du Groupe d'Etudes de Gestion des déchets et de l'économie circulaire.

### Inaugurations à Landevieille



© DR

L'inauguration du cimetière paysagé et de l'extension de la Salle des fêtes de Landevieille présidée par M. le Maire Lionel Chaillot s'est déroulée en présence d'Yves Auvinet, président du Conseil Départemental, de Yannick Moreau, député de la circonscription, et de nombreux maires voisins et amis.

En progression démographique constante, à proximité de la mer mais bénéficiant du calme et des attraits de la campagne, les équipements et aménagements paysagés dont bénéficient les habitants démontrent une municipalité à l'écoute des concitoyens.

Équilibrant ses activités économiques avec une agriculture dynamique, la commune se tourne résolument vers l'artisanat et l'hébergement touristique avec particulièrement une hôtellerie de plein air de grande qualité.

Enfin, ce qui se remarque en temps de disette, la commune de Landevieille a assuré ces derniers chantiers avec près de 95% d'autofinancement...

### Assemblée Générale de l'UNC Vendée



© DR

L'Assemblée Générale de l'UNC Vendée, présidée par Michel Leboeuf, s'est déroulée à La Roche sur Yon, en présence de 750 délégués et 402 porte-drapeaux venus de toutes nos communes vendéennes.

Il est essentiel dans ces périodes troublées, où nos valeurs sont contestées, mises à mal par le terrorisme et les idéologies pernicieuses qui se répandent dans notre pays, de rappeler l'importance de la transmission des valeurs de notre civilisation, de notre pays.

Il est du devoir de chaque citoyen de les respecter et de se souvenir que nos principes de Liberté, Egalité, Fraternité forment le socle sur lequel notre République s'est construite.

Nos associations d'anciens combattants sont là pour nous rappeler la mémoire et perpétuer le souvenir de ceux qui se sont battus, de ceux qui sont morts pour les défendre.

## AGENDA

## SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Retrouvez mon actualité sur les réseaux sociaux



Facebook : [www.facebook.com/annick.billon.7](http://www.facebook.com/annick.billon.7)

Twitter : @AnnickBillon

© libre de droit

CONTACT

Au Sénat

Permanence parlementaire

**Béatrice Moinard**

Tel : 01 42 34 29 11 - 06 59 46 72 02

E-mail : a.billon@senat.fr

**Résidence Clemenceau**

125 boulevard Aristide Briand  
85000 La Roche-sur-Yon

Tel : 02 51 36 16 99

**Christa BLAIN**

Tel : 06 31 74 05 61

**Yves HUET**

Tel : 06 37 80 42 95

**Facebook :** [facebook.com/annickbillon7](https://www.facebook.com/annickbillon7)

**Twitter :** [@AnnickBillon](https://twitter.com/AnnickBillon)

[www.udi-uc-senat.fr](http://www.udi-uc-senat.fr)